

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
5 décembre 2003  
Français  
Original: anglais

---

**Rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis  
dans l'application des recommandations de la mission  
du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest****I. Introduction**

1. Le présent rapport est soumis comme suite à la déclaration du Président du Conseil de sécurité datée du 25 juillet 2003 (S/PRST/2003/12), par laquelle le Conseil m'a invité à présenter, le 30 novembre 2003 au plus tard, un rapport sur les progrès accomplis dans l'application des recommandations de sa mission en Afrique de l'Ouest (voir S/2003/688).

2. Le rapport donne un aperçu des dispositions prises ou envisagées en vue d'appliquer les recommandations de la mission du Conseil de sécurité concernant la Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire, le Libéria et la Sierra Leone. Il contient également une évaluation préliminaire des moyens concrets mis en oeuvre pour répondre aux problèmes intéressant l'ensemble de la sous-région recensés par la mission. J'ai l'intention de présenter au Conseil un rapport plus complet sur certaines de ces questions au cours des prochaines semaines.

**II. Examen des questions par pays****A. Guinée-Bissau**

3. Concernant la Guinée-Bissau, la mission du Conseil de sécurité a recommandé : a) que le Conseil de sécurité suive attentivement les progrès du processus électoral et que les donateurs envisagent d'urgence de fournir au pays une assistance financière et technique afin que les préparatifs en vue des élections puissent aller de l'avant et que le scrutin puisse avoir lieu à la date prévue; b) que le Conseil poursuive sa collaboration avec le Conseil économique et social dans le domaine de la consolidation de la paix dans les pays qui sortent d'un conflit.

**1. Préparation des élections législatives**

4. Les préparatifs en vue des élections législatives qui devaient se tenir en Guinée-Bissau le 12 octobre 2003 étaient déjà bien engagés lorsqu'un coup d'État militaire a eu lieu le 14 septembre. Avant cet événement, le Président de la Commission électorale nationale avait prévenu que le recensement électoral ne



pourrait pas être achevé à temps du fait du retard pris au début de l'opération. En outre, des informations ont fait état de fraudes lors des inscriptions sur les listes électorales et de l'établissement des cartes d'électeur dans certaines parties du pays.

5. Le 14 septembre, le Comité militaire de restauration de l'ordre constitutionnel et démocratique, organe contrôlé par la junte, a publié un communiqué dans lequel il justifiait le coup d'État en invoquant, entre autres motifs, les reports successifs des élections, les irrégularités dans l'inscription des électeurs et les déclarations du Premier Ministre au début du mois de septembre avertissant qu'une défaite du parti au pouvoir, le Parti du renouveau social, conduirait le pays à la guerre civile.

6. Le 17 septembre, un accord conclu entre le Président Kumba Yala et le Comité militaire par l'intermédiaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) prévoyait le cantonnement des militaires, la démission du Président Kumba Yala et la constitution d'un gouvernement provisoire d'unité nationale constitué de civils.

7. Le 28 septembre, au lendemain de la démission du Président Kumba Yala, une charte de transition politique a été officiellement adoptée et signée par le Comité militaire, 23 des 24 partis politiques inscrits et des organisations de la société civile. Cette charte a institué un président, un gouvernement et un conseil national de transition. Le Président de transition et le Premier Ministre ont prêté serment le même jour et les membres du Gouvernement l'ont fait le 3 octobre. La Charte prévoit également la tenue d'élections législatives dans les six mois suivant sa signature, c'est-à-dire au plus tard le 28 mars 2004, après quoi le Conseil national et le Gouvernement de transition transféreront le pouvoir à l'Assemblée nationale populaire élue et au nouveau Gouvernement. Des élections présidentielles devraient avoir lieu un an après.

8. Le Président et le Gouvernement de transition se sont engagés publiquement à tenir des élections législatives dans le délai prévu dans la Charte. Pour sa part, le Conseil des ministres examine des propositions visant à rétablir la Cour suprême, la première étape consistant à élire un nouveau président et un nouveau vice-président. Par ailleurs, la Commission électorale nationale a repris ses travaux; elle devrait avoir achevé d'établir le registre électoral en novembre 2003. Le 9 octobre 2003, la Commission a publié un communiqué recommandant la tenue d'élections législatives d'ici à la fin de janvier 2004, soit avant l'échéance du 28 mars. Cette recommandation a reçu l'approbation des principaux partis politiques, dont l'ancien parti au pouvoir, et celle des organisations de la société civile.

## **2. Poursuite de la collaboration entre le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social dans le domaine de la consolidation de la paix après les conflits et appui des donateurs au processus électoral**

9. Dans son rapport au Conseil économique et social (E/2003/95) sur une mission effectuée conjointement avec le Conseil de sécurité en Guinée-Bissau, le Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau a souligné que la tenue d'élections législatives était prioritaire et qu'il fallait d'urgence une aide internationale à cet effet. Dans sa résolution 2003/53 du 24 juillet 2003, le Conseil économique et social a appelé les pays donateurs à verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale constitué en vue des élections. Il s'est également félicité de la collaboration qui s'est instaurée entre lui-même et le Conseil de sécurité, dans le cadre de leurs mandats respectifs, sur la situation en Guinée-Bissau.

10. Depuis lors, le Groupe consultatif, dont le mandat a été prorogé jusqu'en février 2004, a continué de suivre de près la situation et a maintenu des relations étroites avec les principaux partenaires de développement en Guinée-Bissau. Le 17 novembre, le Groupe a tenu une réunion au Siège de l'ONU avec une délégation de haut niveau du Gouvernement de transition dirigée par le Président de transition Enrique Pereira Rosa, de hauts fonctionnaires de l'Organisation, et des représentants des institutions de Bretton Woods et des pays donateurs. Cette réunion avait pour objet de réévaluer la situation politique en Guinée-Bissau et de débattre des modalités de l'aide qui pourrait être apportée au Gouvernement de transition au moment où il se prépare à organiser des élections.

11. Le 18 novembre, lors d'une réunion en séance privée du Conseil de sécurité présidée par le Ministre angolais des affaires étrangères, le Président de transition de la Guinée-Bissau a demandé au Conseil de mobiliser d'urgence une assistance en faveur de son pays. Le Conseil a également entendu des déclarations de représentants de la CEDEAO, de la Communauté des pays de langue portugaise, du Président du Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau et d'un représentant du Secrétaire général.

## **B. Côte d'Ivoire**

12. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, la mission du Conseil de sécurité a engagé vivement le Président, le Gouvernement et ses partisans et toutes les parties à l'Accord de Linas-Marcoussis (voir S/2003/99, annexe) à prendre les dispositions nécessaires pour que le programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion puisse se poursuivre comme prévu. À cet égard, elle a invité la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (MINUCI) à tenir compte de l'expérience acquise dans une situation analogue en Sierra Leone. La mission a recommandé au Conseil d'accorder une attention soutenue à l'application des mesures citées au paragraphe 31 de son rapport, notamment la nécessité : a) de nommer les ministres de la défense et de la sécurité nationale; b) d'assurer un même niveau de sécurité à tous les ministres, quel que soit le parti dont ils sont issus; c) d'adopter une loi d'amnistie afin de favoriser la libération des prisonniers politiques et le retour des exilés et des anciens combattants; d) d'étendre les services et l'autorité de l'État aux zones sous contrôle des Forces nouvelles; et e) d'accélérer l'exécution du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, de dissoudre les milices progouvernementales et de mettre fin aux activités des mercenaires. La mission du Conseil de sécurité a également recommandé que la MINUCI dispose rapidement de son complément d'effectifs, particulièrement dans des domaines aussi essentiels que les affaires politiques et les droits de l'homme.

### **1. Nomination des ministres de la défense et de la sécurité nationale**

13. L'annonce par le Président Laurent Gbagbo, le 12 septembre, de la nomination des ministres de la défense et de la sécurité nationale et l'entrée en fonctions de ces ministres par la suite avaient donné à penser que la controverse à ce sujet entre le Président et les Forces nouvelles était désormais réglée. Malheureusement, les Forces nouvelles ont rejeté ces nominations au motif que le Gouvernement n'avait pas suivi la procédure prévue dans l'Accord d'Accra II du 8 mars 2003 (voir S/2003/374, par. 28).

## **2. Sécurité des acteurs politiques**

14. Lors d'un minisommet spécial de la CEDEAO convoqué le 11 novembre à Accra par le Président de la Commission, le Président Gbagbo et le Premier Ministre Seydou Diarra sont convenus que 80 gendarmes supplémentaires seraient affectés à la sécurité personnelle de tous les responsables politiques. Cet accord vient compléter plusieurs dispositions en matière de sécurité adoptées auparavant par le Gouvernement avec l'accord de toutes les parties, parmi lesquelles l'affectation d'une unité spéciale de la police à la protection des ministres et la création au sein de la Gendarmerie nationale d'une unité de protection de 50 hommes chargés de la sécurité des ministres et des dirigeants des partis politiques. Cette unité de protection est financée par l'Union européenne à hauteur de 250 millions de francs CFA.

## **3. Amnistie**

15. Courant juillet 2003, le Gouvernement de réconciliation nationale a soumis à l'Assemblée nationale un projet de loi d'amnistie, comme cela était prévu dans l'Accord de Linas-Marcoussis. Ce projet de loi a donné lieu à de vifs débats à l'Assemblée nationale et à de nombreuses consultations parmi les forces politiques et la société civile. Ce texte s'est heurté à l'opposition de l'Association des victimes de la guerre, qui a menacé de mobiliser les organisations de défense des droits de l'homme contre son adoption au Parlement. À l'issue de consultations avec le Président Gbagbo, il a été précisé que le projet de loi en question devrait autoriser l'amnistie uniquement dans le cas des actes politiques commis contre la sécurité de l'État. L'amnistie ne s'appliquait ni aux délits économiques contre l'État ni aux atteintes aux droits de l'homme. La loi adoptée par le Parlement le 6 août reflétait ce consensus. En outre, ceux qui souhaitaient se prévaloir des dispositions de la nouvelle loi disposaient d'un délai de deux mois pour le faire. Le samedi 9 août 2003, le lendemain de la ratification de la loi par le Président Gbagbo, 54 détenus politiques ont été libérés.

## **4. Développement de l'administration sur l'ensemble du territoire national**

16. Comme je l'ai souligné dans mon deuxième rapport sur la MINUCI (S/2003/1069), le Président Gbagbo et le Gouvernement de réconciliation nationale ont pris des initiatives pour étendre l'administration centrale à l'ensemble du territoire national. Plus de 60 % du territoire se trouve actuellement sous le contrôle des ex-forces rebelles (maintenant appelées Forces nouvelles) qui ont empêché le rétablissement de la présence administrative du gouvernement central. Il en résulte une partition de fait du pays.

17. En vue de faciliter l'extension de l'administration à toute la Côte d'Ivoire, un comité national de réunification a été mis sur pied. Pour préparer le déploiement des agents de la fonction publique, le Président Gbagbo s'est réuni avec le corps des administrateurs, qui compte 952 fonctionnaires, le 5 juillet 2003. Des ministres ont également effectué des missions dans des régions précédemment sous contrôle rebelle afin de sensibiliser les populations locales à leur réintégration prochaine dans l'administration nationale et d'évaluer l'état des infrastructures sur le terrain. Depuis que les Forces nouvelles ont quitté le Gouvernement de réconciliation nationale, le Ministre de l'administration territoriale, Issa Diakite, membre des Forces nouvelles, qui a compétence pour cette question, a été absent des réunions du

Conseil des ministres. L'extension de l'autorité administrative à l'ensemble du territoire national est actuellement au point mort.

18. Le 27 octobre 2003, à l'issue d'une réunion du Conseil des ministres qu'il présidait, le Président Gbagbo a créé par décret un comité national pour le redéploiement de l'administration. Ce comité a été présenté comme une structure opérationnelle visant à faciliter le processus de redéploiement de l'administration dans le pays. Consécutivement à cette mesure, le Président a rencontré le corps de préfets devant être déployé dans les provinces occidentales. Suite à cette nouvelle initiative, 139 agents de l'administration ont pris leurs fonctions dans certaines régions des provinces occidentales au cours de la première semaine de novembre 2003. Auparavant, ces régions avaient été débarrassées de leurs éléments armés à la faveur d'opérations militaires conjointes des forces internationales et des forces gouvernementales [Forces armées nationales de Côte d'Ivoire (FANCI)]. On notera que certains agents administratifs, notamment ceux du secteur de la santé et certains étudiants, ont protesté contre leur déploiement dans les régions de l'ouest, estimant qu'aucune garantie n'était prévue pour leur sécurité.

19. Les Forces nouvelles se sont élevées contre ces déploiements, qu'elles ont assimilés à l'usage de la force. Elles ont organisé un forum économique et social dans les régions sous leur contrôle du 8 au 12 novembre 2003 et ont également lancé un appel aux personnes ayant des compétences administratives, y compris les retraités, dans les provinces occupées, pour qu'elles se présentent aux autorités afin de faciliter l'administration de ces provinces.

#### **5. Accélération du processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, démantèlement des milices et cessation des activités de mercenaires**

20. Avant le blocage des négociations entre le Gouvernement et les Forces nouvelles concernant la nomination des ministres de la défense et de la sécurité nationale, plusieurs mesures avaient été prises pour renforcer la confiance entre les parties, consolider la paix et la stabilité et préparer les activités de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. Ces mesures ont notamment consisté à : a) créer des zones de confiance le long des lignes de cessez-le-feu; b) tenir des réunions officielles et officieuses entre les chefs militaires des Forces nouvelles et des FANCI; c) mener des opérations armées conjointes contre les éléments armés libériens dans l'ouest du pays; d) installer des quartiers généraux tripartites et quadripartites à Bouaké et Bongolo, respectivement; e) prévoir 17 sites de cantonnement pour les mouvements de troupes des deux camps au début du processus de désarmement, démobilisation et réinsertion; et f) créer un comité national pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion.

21. Les préparatifs du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, qui avaient pris du retard, sont toujours compromis par la décision des Forces nouvelles de se retirer du Comité national pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion et de suspendre leur participation au Gouvernement de réconciliation nationale.

22. De la même manière, les efforts visant à dissoudre les différentes milices et à mettre fin aux activités des mercenaires ont été entravés par le blocage du processus de paix.

## **6. Renforcement des effectifs de la MINUCI**

23. J'ai le plaisir d'informer le Conseil de sécurité que les procédures administratives et budgétaires nécessaires sont en cours pour renforcer les effectifs de la MINUCI, en particulier grâce à l'affectation des spécialistes des questions politiques et des droits de l'homme dont le détachement a été autorisé.

## **C. Libéria**

24. En ce qui concerne le Libéria, les recommandations de la mission du Conseil de sécurité portaient sur les éléments suivants : a) il faudrait insister sur une application stricte du cessez-le-feu afin de créer un environnement sécuritaire suffisamment stable pour permettre la reprise des activités humanitaires dans le pays et la résolution du conflit sur la base d'un accord négocié; b) le Conseil ne devrait tolérer aucune tentative de prise du pouvoir par la force; c) le Conseil devrait envisager d'autoriser une force internationale de stabilisation; d) les pays qui sont en mesure de le faire devraient envisager de fournir rapidement un appui financier ou logistique à la CEDEAO et à ses États membres pour faciliter le déploiement d'une force de stabilisation; e) le droit international humanitaire et les droits fondamentaux de tous doivent être respectés par l'ensemble des parties; f) la communauté des donateurs devrait répondre de toute urgence aux besoins humanitaires les plus pressants de la population libérienne; g) le Secrétaire général devrait envisager de nommer en temps opportun un haut représentant au Libéria et de le doter de moyens suffisants; h) une opération des Nations Unies au Libéria devrait promouvoir une coordination étroite entre les activités de maintien et de consolidation de la paix, les programmes de développement et les programmes humanitaires, éventuellement grâce à la nomination d'un représentant spécial adjoint du Secrétaire général (voir S/2003/688, par. 47).

### **1. Application de l'accord de cessez-le-feu**

25. Le cessez-le feu est dans l'ensemble respecté, en dépit des actes sporadiques de harcèlement de civils auxquels se livrent tous les belligérants dans certaines régions du pays. Toutefois, au cours de la deuxième semaine d'octobre, des combats importants ont eu lieu entre les partisans du Movement for Democracy in Liberia (MODEL) et les milices gouvernementales dans le comté de Nimba. À la faveur des combats, des atrocités ont été commises contre des civils, notamment par des Krahns ralliés au MODEL et qui visaient des Gios. De même, des escarmouches ont éclaté entre les milices gouvernementales et les forces du MODEL dans les comtés de Grand Bassa et de River Cess et entre les forces des Liberians United for Reconciliation and Democracy (LURD) et les forces gouvernementales entre Gbarnga et Ganta. La Commission mixte de suivi a examiné ces violations. Bien que l'on ait constaté une certaine stabilisation, la situation dans le comté de Nimba demeure tendue. La Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) a effectué des patrouilles terrestres ou aériennes dans ces régions troublées, mais elle ne dispose pas d'effectifs suffisants pour mettre un terme à ces violations.

26. Certaines violations des accords de cessez-le-feu, notamment le refus du libre accès aux zones concernées, sont motivées par le fait que les chefs des factions n'ont pas obtenu les postes qu'ils briguaient au Gouvernement. Au cours de la troisième semaine de novembre, le LURD n'a pas autorisé une patrouille de la

MINUL à entrer dans Robertsport sur ordre de Charles Doe, Vice-Président du LURD, parce que celui-ci n'avait pas obtenu le poste ministériel qu'il avait demandé.

27. La Commission mixte de contrôle chargée de superviser et de contrôler le respect de l'accord de cessez-le-feu (voir S/2003/657, annexe) est maintenant opérationnelle. Elle s'est déjà réunie plusieurs fois sous la présidence du commandant de la force et a abordé diverses questions relatives aux violations du cessez-le-feu, à la libération des prisonniers et au programme de désarmement, démobilisation et réinsertion. Elle constitue également une enceinte utile où les parties peuvent exprimer leurs vues et leurs préoccupations et échanger des messages.

## **2. Préparatifs en vue du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion**

28. Un plan d'action prévoyant le désarmement, la démobilisation et la réinsertion de 38 000 combattants, dont 8 000 enfants soldats et 1 000 femmes a été mis au point. Un comité national du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion a également été créé. Cet organe, présidé conjointement par le Président du Gouvernement national de transition du Libéria et le Représentant spécial du Secrétaire général, Jacques Klein, tiendra sa première réunion le 28 novembre 2003.

## **3. Stabilisation du Libéria**

29. La MINUL, qui a succédé à la Mission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest au Libéria le 1er octobre 2003 est, depuis lors, chargée des opérations dans le pays. La sécurité a été rétablie à Monrovia et aux alentours mais il est urgent de renforcer la Mission pour qu'elle puisse déployer plus de troupes à l'intérieur du pays afin de le stabiliser.

## **4. Suivi de l'application de l'accord de cessez-le-feu**

30. Une Commission de suivi de l'application de l'accord a été créée; elle est présidée conjointement par le Représentant spécial du Secrétaire exécutif de la CEDEAO à Monrovia et mon Représentant spécial. La Commission a tenu sa première réunion le 28 novembre.

## **5. Respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme**

31. En collaboration avec les organisations non gouvernementales (ONG) et l'équipe de pays des Nations Unies, la composante droits de l'homme et protection de la MINUL s'attache à des informations concernant les cas de violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire, y compris des renseignements tant sur les auteurs que sur les victimes et les témoins. Une base de données centrale a été créée afin de collecter et de stocker systématiquement les données fournies par tous les observateurs des droits de l'homme sur le terrain, ce qui permettra, par la suite, de lutter plus efficacement contre l'impunité.

32. À l'évaluation de la situation des droits de l'homme et à la collecte d'informations sur les abus et les violations s'ajoutent l'action visant à renforcer le cadre juridique de la protection et de la promotion des droits de l'homme. En application de la recommandation formulée par le Représentant spécial, le Parlement du Libéria a ratifié, le 8 octobre 2003, le Pacte international relatif aux

droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le premier Protocole facultatif s'y rapportant ainsi que le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Ces documents constituent une base solide pour l'examen, à l'échelon international, de la situation des droits de l'homme au Libéria et les réponses ultérieures aux violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire. La MINUL a d'ores et déjà élaboré et diffusé largement auprès des diverses forces en présence un dépliant multilingue d'une page sur la Cour pénale internationale en vue d'empêcher la poursuite des violations des droits de l'homme.

33. Le 29 octobre, un projet de déclaration des droits de l'homme a été présenté pour examen au Gouvernement de transition nationale du Libéria, en vue de consolider les progrès accomplis dans l'élaboration d'un cadre d'action dans ce domaine. Cette déclaration, utilisée comme outil de sensibilisation, a déjà été adoptée par les ONG et les organismes des Nations Unies présents dans le pays. Elle contient des directives et des repères et définit des priorités pour les activités à mener en collaboration au niveau national dans le domaine des droits de l'homme. En outre, étant donné la nécessité d'agir en partenariat avec les ONG nationales, la composante droits de l'homme de la MINUL a mis au point, avec le concours du Haut Commissariat aux droits de l'homme et en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), une série de programmes de formation aux droits de l'homme et au droit humanitaire destinés au personnel de ces ONG. Le premier stage de formation, organisé les 11 et 12 novembre 2003 et réunissant 71 participants, portait sur les droits de l'homme, le droit humanitaire, la protection des personnes déplacées et des groupes vulnérables ainsi que sur l'assistance humanitaire.

#### **6. Réponse des donateurs aux besoins humanitaires urgents de la population libérienne**

34. D'une manière générale, les donateurs ont bien réagi à l'appel lancé par le Conseil de sécurité les invitant à faire preuve de générosité pour répondre aux besoins humanitaires urgents du Libéria. Les États-Unis, par exemple, ont donné plus de 400 millions de dollars pour financer plusieurs activités sur le terrain. Le 20 novembre, un appel global portant sur un montant de 137 millions de dollars a été lancé à Toronto. Le précédent appel, renforcé par un appel éclair, avait permis de réunir plus de 50 % des fonds nécessaires pour faire face à de graves problèmes humanitaires.

#### **7. Nomination d'un Représentant spécial pour le Libéria et coordination entre les activités de maintien et de consolidation de la paix et les programmes de développement et les programmes humanitaires**

35. Sur la recommandation de la mission du Conseil de sécurité, j'ai nommé un Représentant spécial pour le Libéria, M. Klein, dont le mandat consistait initialement à coordonner les opérations du système des Nations Unies dans le pays et à soutenir les nouvelles mesures transitoires. Les membres du Conseil ne sont pas sans savoir qu'il est maintenant le chef de la MINUL. M. Klein est assisté de deux adjoints qui sont notamment chargés de veiller à ce que les activités de maintien et de consolidation de la paix soient étroitement coordonnées avec les programmes de développement et les programmes humanitaires.

## **8. Coordination avec d'autres missions**

36. Comme l'avait également recommandé la mission du Conseil de sécurité, la MINUL coopère étroitement avec les trois autres missions politiques et de maintien de la paix en Afrique de l'Ouest – le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, la MINUCI et la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) – sur les problèmes transnationaux. Le 17 octobre, mon Représentant spécial a assisté à une réunion régionale, à Dakar, convoquée par mon Représentant spécial pour l'Afrique de l'Ouest, Ahmedou Ould-Abdallah, en vue de parachever le projet de recommandations sur les questions transnationales. Le 14 novembre, M. Klein a participé à une réunion régionale analogue, organisée à Freetown par le responsable de la MINUSIL, Alan Doss. La prochaine réunion des chefs des missions politiques et de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique de l'Ouest devrait se tenir à Dakar en février 2004.

## **D. Sierra Leone**

37. Pour ce qui est de la Sierra Leone, la mission du Conseil de sécurité a formulé les recommandations ci-après : a) le Gouvernement doit redoubler d'efforts pour renforcer la capacité des forces armées et de la police sierra-léonaises de faire régner l'ordre après le départ de la MINUSIL; b) le Conseil de sécurité doit être pleinement conscient que l'établissement de la paix au Libéria va de pair avec la consolidation de la stabilité en Sierra Leone et dans la sous-région de l'Union du fleuve Mano; c) les raisons du succès rencontré par le programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion devraient faire l'objet d'une évaluation minutieuse par le système des Nations Unies; d) le Conseil de sécurité devrait examiner les enseignements à tirer de l'action de la MINUSIL pour la coordination des activités de maintien et de consolidation de la paix, des initiatives humanitaires et des efforts de développement des Nations Unies; e) le Conseil de sécurité et d'autres organes du système des Nations Unies devraient étudier attentivement les différents rôles que les femmes jouent dans les conflits et, par la suite, dans le rétablissement et la consolidation de la paix; f) le Gouvernement sierra-léonais devrait s'attacher tout particulièrement à se rendre maître des zones diamantifères en veillant à ce que les fonctionnaires de police et les agents d'autres administrations y soient déployés en nombre suffisant; g) les donateurs devraient répondre rapidement et généreusement aux besoins de financement immédiats du Tribunal spécial pour la Sierra Leone et de la Commission vérité et réconciliation. La MINUSIL devrait coopérer pleinement avec le Tribunal et lui apporter son concours; h) les élections locales qui se tiendront en 2004 en Sierra Leone devraient permettre la représentation la plus large possible des groupes locaux, afin d'aller dans le sens du principe d'ouverture et des normes élevées de gouvernance. Le système des Nations Unies devrait, en coopération avec le Gouvernement sierra-léonais, surveiller de près le déroulement du scrutin (voir S/2003/688, par. 61).

### **1. Efforts déployés par le Gouvernement pour renforcer les capacités des forces armées et de la police sierra-léonaises**

38. Bien que le Gouvernement enregistre des progrès constants dans ses efforts pour assumer la responsabilité du secteur de la sécurité au fur et à mesure du retrait de la MINUSIL, il reste encore beaucoup à faire. S'il est évident que les forces de police sierra-léonaises progressent plus que les forces armées de la République de

Sierra Leone, ces deux institutions doivent accroître leur capacité opérationnelle ainsi que leur aptitude à la projeter. À cet égard, pour renforcer les capacités des forces armées, il est indispensable : a) d'achever dans les meilleurs délais la construction des casernes; b) d'entretenir et d'augmenter la flotte de transport; c) d'améliorer le matériel de transmission; et d) d'acquérir des hélicoptères armés pour préserver l'intégrité territoriale.

39. De même, si l'on veut que les forces de police aient les effectifs et l'efficacité nécessaires pour assurer le maintien de l'ordre dans l'ensemble du pays, elles devraient : a) accélérer et consolider la formation des recrues; b) former des officiers de rang intermédiaire pour gérer les effectifs plus importants; et c) contribuer à la construction des infrastructures essentielles pour permettre un déploiement stratégique. Le plan de travail des agents de police civile des Nations Unies pour les 14 mois à venir a pour objectif d'aider les forces de police à mener à bien ces tâches.

## **2. Liens entre l'établissement de la paix au Libéria et la consolidation de la paix en Sierra Leone et dans la sous-région de l'Union du fleuve Mano**

40. L'interdépendance entre la stabilité au Libéria et la consolidation de la paix en Sierra Leone est l'un des éléments qui conditionnent le retrait progressif de la MINUSIL. Des progrès politiques concrets au Libéria et une présence plus efficace des forces armées de la République de Sierra Leone le long des frontières aideraient à un retrait ordonné de la Mission. Entre-temps, la MINUSIL et les forces sierra-léonaises continuent de resserrer le contrôle des zones frontières, les troupes de la MINUSIL intensifiant les patrouilles dans l'est du pays. À cet égard, le lancement de l'opération « Blue Vigilance » a contribué au renforcement de leur position collective. De même, la MINUSIL et la MINUL ont mis en place des mécanismes de coordination en vue de la coopération des patrouilles aux frontières et du rapatriement méthodique des combattants étrangers.

## **3. Évaluation du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion**

41. Le programme de réinsertion devrait prendre fin d'ici à décembre 2003, c'est pourquoi il est nécessaire d'axer dorénavant les activités sur les programmes communautaires plus généraux. La MINUSIL envisage de réaliser une étude dans laquelle elle tirera les enseignements de l'expérience de réinsertion, en s'inspirant des résultats de l'évaluation des programmes de réinsertion, de l'évaluation effectuée par la Banque mondiale et le Comité national pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion et de l'étude indépendante réalisée par l'Université de Columbia, en juillet/août 2003. L'étude prévue permettra notamment d'évaluer l'impact des décisions prises lors des phases de désarmement et de démobilisation sur la mise en oeuvre ultérieure de la phase de réinsertion. Entre-temps, et compte tenu de l'évolution de la situation au niveau régional, la MINUSIL a établi un rapport provisoire sur les enseignements tirés du processus de désarmement et de démobilisation et de la phase actuelle de réinsertion.

42. Des mécanismes visant à faciliter le partage de ces enseignements et à stimuler l'apprentissage mutuel ont été mis en place lors des séances d'information préalables au déploiement de la MINUL et dans le cadre de la coopération étroite qui s'est instaurée entre la MINUL et la MINUSIL. La MINUSIL et les responsables

du Comité national pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion en Côte d'Ivoire échangent également des idées dans ce domaine.

#### **4. Enseignements tirés de la coordination des opérations de maintien et de consolidation de la paix, de l'action humanitaire et des efforts de développement**

43. Opération multidimensionnelle de maintien de la paix, la MINUSIL a misé en particulier sur la coordination pour faire en sorte que ses activités essentielles contribuent à la réalisation des principaux objectifs visés. De l'expérience acquise en matière de coordination des activités de maintien et de consolidation de la paix, d'aide humanitaire et de développement, on a retenu : a) qu'il était capital de maintenir le dialogue avec les parties belligérantes; b) qu'il était opportun et utile d'appliquer la stratégie de la double voie avec le Front révolutionnaire uni pour réaliser les programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion; c) que les mécanismes de coordination mis en place après la crise de mai de 2000 jouaient un rôle important, en particulier celui qui avait permis à l'ONU, à la CEDEAO et au Gouvernement sierra-léonais de convenir des principaux objectifs de la Mission et d'une stratégie globale pour l'application de son mandat; et d) qu'il importait de disposer d'une stratégie d'information et d'un soutien administratif.

44. On a également constaté qu'une coopération étroite entre les forces de paix et les organismes des Nations Unies était indispensable pour que le passage de la phase de maintien de la paix à celle de la consolidation de la paix et de la phase des secours et du relèvement à celle du développement à long terme se fasse sans heurt. En cherchant à tirer les enseignements de cette opération de maintien de la paix pour les appliquer dans d'autres situations, il convient toutefois de tenir compte du cadre particulier dans lequel elle s'est déroulée.

#### **5. Contribution des femmes au rétablissement et à la consolidation de la paix**

45. Pour permettre aux femmes de participer activement au rétablissement et à la consolidation de la paix, il importe de promouvoir et de défendre leurs droits. C'est pourquoi la situation des femmes continue à être systématiquement prise en considération dans les programmes de la MINUSIL, qui forme le personnel de la Cellule de soutien aux familles de la police sierra-léonaise et les membres des organisations de défense des droits de l'homme afin qu'ils sensibilisent l'opinion publique sur la question. La Mission a également mis en place une Équipe spéciale sur les femmes pour favoriser leur participation à la promotion de la paix et à la prise de décisions. La Mission prévoit d'élaborer, en étroite coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, une stratégie visant à favoriser la pleine participation des femmes aux prochaines élections locales. Elle continuera aussi de défendre la cause des victimes de la guerre civile, notamment en apportant une aide pour la scolarisation gratuite des enfants des mutilés de guerre et en préconisant d'autres mesures pour répondre aux besoins des intéressés.

46. C'est toutefois au Gouvernement sierra-léonais qu'il appartient en premier lieu de favoriser la pleine participation des femmes au rétablissement et à la consolidation de la paix. Il devra à cet effet mettre en place une législation nationale qui tienne compte de toutes les dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, que la Sierra Leone a ratifiée.

## **6. Contrôle des zones diamantifères**

47. Le Gouvernement reprend progressivement le contrôle des zones diamantifères, comme le montre le nombre sans cesse croissant de licences d'exploitation des mines de diamant qui sont délivrées. Les exportations officielles de diamant se sont montées à 30 millions de dollars à la fin d'octobre 2003, et doivent en principe dépasser les 70 millions de dollars à la fin de 2003.

48. Avec l'appui d'un comité directeur de haut niveau composé de membres de la MINUSIL, de représentants des bailleurs de fonds et de responsables gouvernementaux, le Gouvernement sierra-léonais gère et contrôle la production de diamants et met au point une stratégie de gestion des ressources nationales. La MINUSIL entend continuer de l'aider dans cette tâche de plusieurs façons, notamment : a) en prenant part aux travaux du Comité directeur et du Groupe de coordination de la sécurité nationale et en leur prêtant assistance; b) en aidant la police sierra-léonaise à se doter d'une stratégie qui lui permette d'effectuer la surveillance des mines de diamant (un consultant a été recruté à cet effet et un conseiller est en passe de l'être); c) en effectuant avec la police sierra-léonaise des patrouilles dans les zones d'exploitation de mines de diamant et en délimitant les sites pour lesquels des licences ont été délivrées, ce qui facilitera la répression de l'exploitation illégale (la quatrième phase de l'opération de levé entreprise par la Mission et le Gouvernement a débuté fin novembre); d) en mettant ses équipements d'information, dont la Radio MINUSIL, au service des campagnes de sensibilisation et en aidant le Ministère de l'information à diffuser des programmes destinés aux populations des zones d'exploitation.

## **7. Appui apporté par les donateurs au Tribunal spécial et à la Commission vérité et réconciliation**

49. Conformément au Mémoire d'accord, la MINUSIL continue à appuyer le Tribunal spécial pour la Sierra Leone et la Commission vérité et réconciliation et à mobiliser les ressources nécessaires à leur fonctionnement. La Commission, en particulier, aura peut-être besoin de fonds supplémentaires, étant donné que son mandat a été prorogé au-delà d'octobre 2003. Les contributions volontaires pour le Tribunal spécial se sont élevées à 16 689 569 dollars pour la première année de son fonctionnement, soit du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003. Pour la deuxième année, elles se sont élevées à 21 478 915 dollars, y compris des avances versées par plusieurs États Membres sur leur contribution pour la troisième année. Le budget approuvé pour la deuxième année de fonctionnement du Tribunal spécial s'élève à 34 705 626 dollars. En ce qui concerne la Commission vérité et réconciliation, les contributions volontaires pour 2002 et 2003 se sont élevées à 4 737 467 dollars.

## **8. Organisation des élections locales et assistance de l'ONU**

50. L'organisation des élections locales a été longtemps freinée par l'âpre controverse qui divise le Gouvernement et les partis d'opposition et qui porte sur la question de savoir si les candidats aux élections doivent représenter un parti ou peuvent se présenter en leur nom propre. La candidature exclusive des membres de partis, qui est l'option préférée du Gouvernement, est catégoriquement rejetée par l'opposition. Un consensus semble avoir été trouvé. Étant donné que la Constitution spécifie que la candidature aux élections locales n'est ouverte qu'aux membres de partis politiques, on a décidé d'inclure dans le projet de loi sur les collectivités

locales une disposition qui donne aux membres de partis et aux indépendants le droit de se présenter aux élections pour les conseils locaux. En attendant que le Parlement adopte ce projet de loi, la Commission électorale nationale poursuit les préparatifs, en étroite coopération avec la MINUSIL. Il est prévu que l'enregistrement des électeurs aura lieu en février 2004 et les élections locales en mai 2004, bien que la Commission ait encore à surmonter de nombreuses difficultés pour tenir ces délais. Le 5 novembre 2003, la Commission a sollicité, par une lettre adressée à la MINUSIL, l'assistance de l'ONU pour l'organisation des élections. Après avoir consulté la MINUSIL, le Secrétariat a décidé d'envoyer une mission d'évaluation électorale à Freetown au début de décembre pour permettre à la Division de l'assistance électorale de se faire une idée de l'assistance à fournir.

### **III. Questions intéressant l'ensemble de la sous-région**

51. Pour ce qui est de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble, la mission du Conseil de sécurité a recommandé : a) que le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest étudie selon quelles modalités la communauté internationale pourrait intensifier sa coopération avec la CEDEAO et l'aider à renforcer ses capacités; b) que des mesures de renforcement du Moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères en Afrique de l'Ouest soient adoptées; c) que le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest soit renforcé; d) que la communauté internationale appuie la réactivation de l'Union du fleuve Mano; e) que l'appui des donateurs soit sollicité pour réformer le secteur de la sécurité; f) que les parties luttent contre le recrutement de mercenaires et d'enfants soldats; g) que les enfants et les femmes soient protégés contre la violence et l'exploitation sexuelles; h) qu'une solution concrète soit trouvée au problème du chômage des jeunes dans la région (voir S/2003/688, par. 62 à 76).

#### **1. Intensification de la coopération avec la CEDEAO et renforcement de ses capacités**

52. Mon Représentant spécial procède actuellement à des consultations approfondies avec divers partenaires, au sein et en dehors du système des Nations Unies, en particulier la CEDEAO, sur les modalités concrètes du renforcement de la collaboration avec cette dernière et de l'appui qui lui est apportée. À cet égard, une mission commune du PNUD, du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et de la Commission européenne se rendra sous peu au siège de la CEDEAO à Abuja et dans les bureaux d'observation et de surveillance établis dans les quatre zones afin d'évaluer les moyens d'action dont dispose la CEDEAO en matière d'alerte précoce, de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Cette mission formulera des recommandations sur l'aide à fournir et les améliorations structurelles à entreprendre pour permettre à la CEDEAO de gagner en efficacité. Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest s'appuiera sur ces recommandations pour réaliser l'étude demandée par la mission du Conseil de sécurité et couvrant tous les domaines d'activité prioritaires de la CEDEAO; cette étude doit en principe être achevée au cours de la première moitié de 2004.

53. Le Bureau envisage en outre d'avoir des échanges plus systématiques avec le secrétariat de la CEDEAO, en particulier lors de la formulation puis de la mise en oeuvre des recommandations concernant les moyens de renforcer la coopération

avec cette dernière ainsi que l'appui qui lui est apporté. Un coordonnateur pour les questions concernant la CEDEAO sera nommé à cet effet au sein du Bureau.

## **2. Renforcement du Moratoire sur les armes légères en Afrique de l'Ouest**

54. Pour mettre un terme à la prolifération des armes légères en Afrique de l'Ouest, il convient de définir clairement les modalités de coopération et de coordination entre la CEDEAO, les missions politiques et de maintien de la paix et les fabricants et exportateurs d'armes. Parallèlement, la communauté internationale devrait commencer à prendre des dispositions, à l'échelle régionale et internationale, pour s'attaquer à l'un des principaux facteurs qui contribuent à perpétuer la violence en Afrique de l'Ouest, à savoir la tendance de certains gouvernements de la sous-région à fomenter des troubles dans les pays voisins au mépris des obligations qui leur incombent sur les plans international et régional (notamment aux termes du Protocole de 1978 et du Moratoire de 1998 de la CEDEAO).

55. En attendant que des recommandations soient présentées sur les meilleures façons de renforcer le Moratoire, j'ai demandé à mon Représentant spécial pour l'Afrique de l'Ouest d'étudier avec la CEDEAO les domaines où une coopération pourrait s'instaurer entre l'ONU et le secrétariat de la CEDEAO en vue d'éliminer les principaux obstacles à l'application du Moratoire.

56. Comme suite à la déclaration faite le 25 juillet par le Président du Conseil de sécurité (S/PRST/2003/11), je présenterai bientôt au Conseil un rapport distinct sur des questions transfrontalières telles que l'emploi de mercenaires et d'enfants soldats et la prolifération des armes légères.

## **3. Renforcement du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest**

57. Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest compte actuellement sept administrateurs, dont le Représentant spécial du Secrétaire général. Il aurait besoin de ressources humaines et matérielles supplémentaires pour pouvoir accomplir les tâches nombreuses et très diversifiées qui lui ont été récemment assignées. C'est pourquoi, en attendant d'avoir une idée précise des prestations et des besoins supplémentaires du Bureau, je compte demander à d'autres organismes des Nations Unies qui opèrent en Afrique de l'Ouest, ainsi qu'aux bailleurs de fonds, d'examiner les modalités de coopération possible avec le Bureau, y compris le détachement de personnel pour des projets spéciaux.

## **4. Mobilisation d'un appui en faveur de la réactivation de l'Union du fleuve Mano**

58. Certains événements intervenus au cours des derniers mois offrent des perspectives encourageantes pour la réactivation de l'Union du fleuve Mano, que ce soit la transition politique qui a eu lieu sans heurt au Libéria, le déploiement de la Mission des Nations Unies dans ce pays ou encore les visites de bons offices effectués en Guinée et en Sierra Leone par le Président du Gouvernement national de transition du Libéria. Afin de maintenir la dynamique ainsi créée, il est indispensable de soutenir l'action visant à consolider la paix en Sierra Leone et à faire en sorte que l'accord général de paix conclu le 18 août 2003 entre les parties au conflit libérien soit effectivement appliqué. En même temps, l'ONU doit encourager la Guinée à mener à bien le projet de réunir les États membres de l'Union du fleuve Mano pour définir le cadre politique nécessaire à la relance de

l'Union. Le Conseil trouvera dans le prochain rapport que je lui présenterai sur les questions transfrontalières des mesures précises visant à réactiver l'Union.

#### **5. Appui des donateurs à la réforme du secteur de la sécurité**

59. Afin de mobiliser l'appui des donateurs pour la réforme du secteur de la sécurité, mon Représentant spécial prévoit d'organiser l'année prochaine à Dakar, en coopération avec la CEDEAO, une réunion des ministres de la défense et de l'intérieur d'un certain nombre de pays de l'Afrique de l'Ouest et d'autres participants. Cette réunion aura un double objectif : faire comprendre la nécessité de réformer le secteur de la sécurité dans le contexte de la consolidation de la paix et de la stabilité à l'échelle nationale et régionale; et étudier la possibilité d'élaborer des projets de réforme précis à présenter aux donateurs potentiels.

60. J'ai par ailleurs l'intention de demander au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest d'étudier les moyens concrets de promouvoir la réforme du secteur de la sécurité dans la région. Les organismes des Nations Unies s'occupant de la question doivent en outre étudier la possibilité de définir un cadre général pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion au niveau régional.

#### **6. Lutte contre l'emploi de mercenaires et d'enfants soldats**

61. Comme indiqué plus haut, je compte présenter au Conseil dans les semaines qui viennent un rapport sur certaines questions transfrontalières où j'aborderai également le problème des mercenaires et des enfants soldats.

#### **7. Protection des enfants et des femmes contre la violence et l'exploitation sexuelles**

62. J'ai demandé à tous mes représentants dans la sous-région de continuer à accorder un rang de priorité élevé dans leurs activités, en particulier les opérations de maintien de la paix, à la protection des enfants et des femmes contre la violence et l'exploitation sexuelles. Je leur ai également demandé d'indiquer toutes les mesures concrètes qu'ils ont prises ou envisagent de prendre à ce sujet.

#### **8. Recherche d'une solution régionale au problème du chômage des jeunes**

63. Comme l'a demandé expressément la mission du Conseil de sécurité, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest présentera sous peu un rapport complet sur le problème du chômage des jeunes, en mettant l'accent sur l'expérience acquise par les missions de paix en la matière ainsi que sur les possibilités de coopération entre les organismes des Nations Unies et les institutions nationales et régionales.

### **IV. Observations**

64. Des progrès appréciables ont été réalisés dans l'application des recommandations de la mission du Conseil de sécurité en ce qui concerne la Sierra Leone et le Libéria. Dans le cas de la Guinée-Bissau et de la Côte d'Ivoire, on espère que les initiatives récemment prises par la CEDEAO et d'autres acteurs internationaux aideront ces deux pays à prendre les mesures nécessaires pour rétablir durablement la paix et la stabilité. Des mesures encourageantes ont par ailleurs été prises pour tenter de régler les questions qui intéressent l'ensemble de la

région. Toutefois, les efforts déployés pour stabiliser la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et promouvoir le développement et la bonne gouvernance continuent de se heurter à plusieurs obstacles.

65. On ne peut que se féliciter de l'engagement qu'a pris le tout nouveau Gouvernement de transition de la Guinée-Bissau de rétablir l'état de droit et d'organiser des élections législatives avant la fin du mois de mars 2004. Pour entretenir la dynamique créée par cet engagement, il est essentiel que la communauté internationale, répondant à l'appel du Conseil de sécurité, continue d'apporter un soutien sans réserve à la Guinée-Bissau, notamment en lui apportant d'urgence l'aide financière et les autres types d'appui qui aideront les autorités à tenir leur promesse.

66. En Côte d'Ivoire, l'impasse dans laquelle le Gouvernement et les Forces nouvelles se sont engagés au sujet de la procédure adoptée pour la nomination des ministres de la défense et de la sécurité nationale a interrompu les progrès importants qui avaient été faits dans le processus de paix jusqu'en août de cette année. Si on n'y met pas un terme, cette situation pourrait devenir dangereuse car elle renforcerait la partition de facto du pays, ce qui aurait des conséquences imprévisibles pour la stabilité de la Côte d'Ivoire et des pays voisins. Je tiens à cet égard à rendre hommage aux dirigeants de la CEDEAO et aux autres partenaires internationaux pour le rôle constructif qu'ils continuent de jouer afin de tirer le processus de paix de l'impasse. J'appelle les parties ivoiriennes à s'attacher de nouveau à appliquer effectivement et intégralement l'Accord de Linas-Marcoussis, notamment pour permettre au Gouvernement de réconciliation nationale de fonctionner avec la participation de tous les signataires. Cela aiderait à convaincre la communauté internationale de continuer à soutenir le processus de paix. J'ai le fervent espoir que les membres du Conseil de sécurité accorderont toute l'attention voulue à l'appel pressant lancé par les dirigeants de la CEDEAO en faveur d'une augmentation des effectifs de la MINUCI et de sa conversion en une mission de maintien de la paix des Nations Unies.

67. Les premières et vigoureuses mesures prises dans le cadre du processus de paix libérien augurent bien non seulement de la stabilisation du Libéria, mais aussi de la consolidation de la paix en Sierra Leone. Ceci dit, la stabilisation du Libéria reste une entreprise difficile dont le succès dépendra de la rapidité avec laquelle pourront être mobilisées et déployées dans l'ensemble du pays les troupes nécessaires, surtout à un moment où la MINUL s'engage dans cette phase cruciale du processus de paix que constituent le désarmement et la démobilisation des combattants. En conséquence, les membres du Conseil voudront peut-être inviter les États Membres qui ont promis de fournir des contingents à la MINUL à tenir leur promesse aussi rapidement que possible. J'espère aussi que la communauté internationale continuera de manifester son engagement sans réserve aux côtés du Libéria en créant les conditions nécessaires pour assurer le succès de la prochaine conférence des bailleurs de fonds sur le relèvement de ce pays.

68. Bien que des progrès notables aient été accomplis dans la consolidation de la paix en Sierra Leone, il reste beaucoup à faire pour garantir que le retrait progressif et programmé de la MINUSIL continuera d'être modulé en fonction de la capacité du Gouvernement à assumer la responsabilité principale qui est la sienne en matière de sécurité intérieure et extérieure, à exercer un contrôle plus efficace sur les

richesses naturelles du pays et à étendre l'administration civile à l'ensemble du territoire.

69. Le calendrier et le rythme du retrait de la MINUSIL de la Sierra Leone tiendront compte de l'évolution de plusieurs facteurs possibles de déstabilisation considérés comme décisifs. Parmi ces facteurs figurent le retour éventuel d'ex-combattants sierra-léonais revenant du Libéria et la précarité de la situation dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées. Pour mieux résoudre le dilemme que pose la réduction des effectifs de la MINUSIL dans une Sierra Leone où la paix est encore fragile, j'ai l'intention d'envoyer dans ce pays, au début de 2004, une mission d'évaluation chargée d'apprécier les progrès accomplis par rapport aux critères censés déterminer le rythme de cette réduction. Dans mon prochain rapport au Conseil sur la réduction des effectifs de la MINUSIL, je décrirai les progrès accomplis dans la réalisation des critères retenus pour la planification du retrait de la Mission. Entre-temps, étant donné la dimension régionale de la paix et de la stabilité, il est crucial que la MINUSIL continue de surveiller les déplacements d'éléments armés le long des frontières du Libéria afin de prévenir des incursions. Cela importe d'autant plus que la MINUL prépare en ce moment même le lancement de son programme de désarmement, démobilisation et réinsertion.

70. On notera qu'en réponse à une demande du Conseil tendant à ce que les missions déployées dans la région préparent un plan d'action réaliste visant à empêcher les mouvements de combattants étrangers à travers les frontières et mettent en place un dispositif permettant d'harmoniser leurs activités dans leurs domaines de préoccupation communs, la MINUSIL a pris l'initiative de convoquer une réunion des missions des Nations Unies en Afrique de l'Ouest qui s'est tenue à Freetown le 14 novembre. Les participants à cette réunion, qui était présidée par mon Représentant spécial pour l'Afrique de l'Ouest, ont examiné ces questions intéressant l'ensemble de la sous-région ainsi que diverses questions connexes et adopté des mesures concrètes d'harmonisation du travail des missions des Nations Unies dans la sous-région.

71. Comme le savent les membres du Conseil, les questions intéressant l'ensemble de la sous-région qui ont été mises en évidence par la mission du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest se trouvent au coeur de l'instabilité de cette sous-région. Afin d'apprécier leur complexité et leur caractère multidimensionnel, mon Représentant spécial pour l'Afrique de l'Ouest a l'intention de mettre à profit les consultations qu'il mène en permanence avec les bureaux politiques et les missions de maintien de la paix des Nations Unies dans la sous-région ainsi qu'avec d'autres partenaires pour dégager les principaux éléments d'une éventuelle stratégie face à ces questions. Cette stratégie prévoirait notamment d'exploiter et de maximiser les avantages comparatifs de tous les organismes concernés et, éventuellement, de définir les modalités de leur coopération avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest. Comme je l'ai dit plus haut, je présenterai au Conseil de sécurité, dans les prochaines semaines, un rapport sur les questions intéressant l'ensemble de la sous-région, assorti de recommandations sur les moyens pratiques d'y répondre.